



Conseil économique et social

Distr. générale
2 février 2022
Français
Original : anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Vingt et unième session

New York, 25 avril-6 mai 2022

**Dialogues thématiques : Décennie internationale
des langues autochtones (2022-2032)**

L'utilisation des langues autochtones dans les systèmes éducatifs formels d'Amérique latine, d'Afrique australe et d'Eurasie septentrionale

Note du Secrétariat

Résumé

À sa vingtième session, l'Instance permanente sur les questions autochtones a chargé trois de ses membres, Sven-Erik Soosaar, Irma Pineda Santiago et Bornface Museke Mate, de réaliser une étude sur les langues autochtones dans le système éducatif formel et de la lui présenter à sa vingt et unième session.



I. Introduction

1. Le présent rapport fournit une analyse préliminaire de l'utilisation des langues autochtones dans les systèmes éducatifs formels d'Amérique latine, d'Afrique australe, de la Lettonie et de la Fédération de Russie. Des pays dans lesquels des populations autochtones vivent en grand nombre ont été sélectionnés pour faire l'objet d'une étude de cas. Bien que la situation juridique, environnementale et économique des populations autochtones diffère d'un pays à l'autre, l'analyse effectuée a permis d'isoler certains problèmes et solutions d'ordre général.
2. La présente étude recense à la fois les obstacles et les bonnes pratiques concernant l'utilisation des langues autochtones dans les programmes d'enseignement en tant que moyen de préserver ces langues, d'accroître leur pratique dans la communication quotidienne parmi les enfants et les jeunes, et de renforcer leur transmission entre les générations.
3. La langue d'un peuple est son attribut culturel le plus important. Source de créativité et de pouvoir, elle joue un rôle constructif dans l'évolution et dans le choix d'un mode de vie collectif qui soit complet, satisfaisant, valable et valorisé, et renforce l'existence du peuple et de sa langue dans toutes ses formes.
4. Les langues permettent aux personnes de conserver leur histoire, leurs coutumes, leurs traditions, leurs souvenirs, ainsi que leurs modes de pensée et d'expression particuliers. Elles jouent un rôle essentiel dans la protection des droits humains, la bonne gouvernance, la consolidation de la paix, la réconciliation et le développement durable.
5. L'inclusion des langues autochtones dans les systèmes éducatifs est fondamentale pour la promotion et le renforcement des langues et cultures autochtones. Elle est une expression de l'autodétermination des peuples autochtones et joue un rôle déterminant dans la construction et la consolidation de leur identité et de leur capital intellectuel en termes de développement culturel et scientifique.

II. Cadre international

6. Dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (voir la résolution [61/295](#) de l'Assemblée générale), on peut lire ce qui suit :

Article 13

Les peuples autochtones ont le droit de revivifier, d'utiliser, de développer et de transmettre aux générations futures leur histoire, leur langue, leurs traditions orales, leur philosophie, leur système d'écriture et leur littérature, ainsi que de choisir et de conserver leurs propres noms pour les communautés, les lieux et les personnes.

Les États prennent des mesures efficaces pour protéger ce droit et faire en sorte que les peuples autochtones puissent comprendre et être compris dans les procédures politiques, juridiques et administratives, en fournissant, si nécessaire, des services d'interprétation ou d'autres moyens appropriés.

Article 14

Les peuples autochtones ont le droit d'établir et de contrôler leurs propres systèmes et établissements scolaires où l'enseignement est dispensé dans leur propre langue, d'une manière adaptée à leurs méthodes culturelles d'enseignement et d'apprentissage.

Les autochtones, en particulier les enfants, ont le droit d'accéder à tous les niveaux et à toutes les formes d'enseignement public, sans discrimination aucune.

Les États, en concertation avec les peuples autochtones, prennent des mesures efficaces pour que les autochtones, en particulier les enfants, vivant à l'extérieur de leur communauté, puissent accéder, lorsque cela est possible, à un enseignement dispensé selon leur propre culture et dans leur propre langue.

7. Aux termes de l'article 27 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté.

8. La Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, qui s'est tenue à Jomtien (Thaïlande) en 1990, a jeté les bases d'un engagement mondial en faveur d'une éducation fondamentale de qualité pour tous¹. Lors de cette conférence, les participants ont souscrit à une vision élargie de l'apprentissage et se sont engagés à universaliser l'enseignement primaire et à réduire massivement l'analphabétisme d'ici la fin de la décennie 2005-2015.

9. Lors du Forum mondial sur l'éducation, qui s'est tenu à Dakar en 2000, les participants ont réaffirmé la vision de la Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous, qui avait été adoptée en 1990. Katarina Tomaševski, Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation de 1998 à 2004, a défini ce droit comme un « droit précurseur », en plus d'être un droit en soi :

« Si les gens ont accès à l'éducation, ils peuvent acquérir les compétences, les capacités et l'assurance nécessaires pour obtenir d'autres droits. L'éducation leur donne la possibilité de connaître l'ensemble de leurs droits et les obligations du gouvernement. Elle les aide à acquérir les compétences en communication dont ils ont besoin pour exiger ces droits, l'assurance qui leur permet de prendre la parole dans différents types de réunions, et l'aptitude à négocier avec des interlocuteurs variés parmi les représentants des pouvoirs publics et les personnes influentes. ».

10. Au fil des ans, un certain nombre de recommandations concernant l'éducation formelle des peuples autochtones ont été formulées au sein de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Les quatre recommandations les plus récentes sont les suivantes :

a) À sa quinzième session, l'Instance permanente a recommandé que les États reconnaissent les droits linguistiques des peuples autochtones et élaborent des politiques linguistiques visant à promouvoir et protéger les langues autochtones, la priorité étant d'assurer un enseignement de qualité dans l'apprentissage de ces langues, notamment en soutenant les programmes d'immersion complète, comme ceux destinés aux jeunes enfants, et les programmes innovants tels que les écoles nomades. Il était indispensable que les États élaborent des lois et des politiques fondées sur des données factuelles pour promouvoir et protéger les langues autochtones et, à cet égard, il leur appartenait de recueillir et de diffuser des données de base sur leur statut. Ces activités devraient être menées en étroite coopération avec les peuples autochtones concernés (voir E/2016/43, par. 9) ;

b) À sa seizième session, rappelant l'article 14 de la Déclaration sur les droits des peuples autochtones, ainsi que la recommandation qu'elle avait formulée à sa troisième session, l'Instance permanente a engagé les États Membres à adopter et à

¹ Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), *Éducation pour tous : situation et tendances* (Paris, 1993). Disponible à l'adresse suivante : https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000096125_fre.

appliquer pleinement des politiques nationales globales d'éducation des autochtones et à concrétiser la formation de professeurs en langues autochtones conformément aux initiatives menées par les peuples autochtones. Rappelant le paragraphe 86 de son rapport sur les travaux de la huitième session (E/2009/43), l'Instance permanente a prié instamment les établissements d'enseignement publics et privés d'offrir des postes de titulaire aux enseignants autochtones et de créer des bourses exclusivement réservées aux étudiants autochtones (voir [E/2017/43](#), par. 40 et 41) ;

c) À sa dix-septième session, rappelant le paragraphe 40 du rapport sur les travaux de sa seizième session (E/2017/43), l'Instance permanente a demandé aux gouvernements de l'Arctique, d'Europe de l'Est, de la Fédération de Russie, d'Asie centrale et de Transcaucasie de prendre, en association avec des universitaires, les mesures nécessaires pour introduire les langues menacées de leurs régions dans les pratiques éducatives et pour faire entrer l'apprentissage des langues menacées dans les programmes scolaires à tous les niveaux des systèmes éducatifs, lorsque les peuples autochtones en font la demande (voir [E/2018/43](#), par. 93) ;

d) À sa dix-huitième session, l'Instance permanente a déclaré qu'elle demeurerait préoccupée par la situation de l'éducation formelle des jeunes autochtones et qu'elle demandait aux États de financer intégralement des programmes d'enseignement primaire, secondaire et tertiaire bilingues culturellement adaptés et dirigés par les peuples autochtones, y compris des initiatives d'éducation mobile pour les communautés nomades et semi-nomades. Il était essentiel de soutenir les systèmes éducatifs autochtones, qu'ils soient formels ou informels, afin de maintenir et de transmettre les savoirs autochtones traditionnels. [...] L'Instance permanente a prié instamment les États Membres et le système des Nations Unies de financer la mise en œuvre de politiques relatives aux langues autochtones et de veiller à ce que celles-ci soient enseignées à tous les niveaux du système scolaire. [...] Elle a également prié les États Membres d'adopter des mesures concrètes afin de créer un environnement linguistique favorable et de s'appuyer sur les technologies de l'information et les systèmes d'enseignement, de recueillir des informations, de mettre en place un suivi des langues autochtones et d'utiliser ces langues dans la sphère publique (voir [E/2019/43](#), par. 35, 109 et 128).

11. Les compétences linguistiques d'une société dans son ensemble dépendent largement de l'éducation. Grâce à l'éducation formelle, les personnes sont en mesure d'acquérir les compétences susceptibles de leur donner des perspectives d'emploi et des chances de réussite dans la société moderne. Toutefois, l'enseignement formel dispensé dans les pensionnats coloniaux et postcoloniaux, où les enfants autochtones étaient isolés de leur famille et de leur communauté et où il leur était interdit de parler leur langue, a contribué de manière particulièrement efficace à l'éradication des langues autochtones, qu'il a menées au bord de l'extinction. L'éducation formelle des populations autochtones a été conçue comme un moyen de les assimiler à la société nationale dominante. Dans les pires des cas, des populations entières se sont vu retirer leurs enfants ou ont été contraintes de les inscrire dans des pensionnats, où ils étaient victimes de nombreux abus. L'histoire sombre des pensionnats a été décrite de manière approfondie dans un précédent rapport de l'Instance permanente, intitulé « Peuples autochtones et pensionnats : une étude comparative » ([E/C.19/2010/11](#)). Le troisième volume du rapport intitulé « State of the World's Indigenous Peoples »², consacré à l'éducation dans toutes les régions du monde, aborde nombre de ces questions.

12. Bien que la présente étude ne porte pas sur tous les peuples autochtones, elle vise à donner une vue d'ensemble des faits nouveaux et des problèmes communément

² *State of the World's Indigenous Peoples: Education*, vol. 3 (publication des Nations Unies, 2017).

survenus ces dernières années quant à l'utilisation des langues autochtones dans les systèmes éducatifs formels.

13. L'étude des langues autochtones par les enfants et les élèves autochtones ne devrait pas être facultative ni entrer en concurrence avec des cours de langues étrangères ou des activités récréatives extrascolaires. Il conviendrait de sensibiliser les parents, les enseignants, les décideurs politiques et tous les autres acteurs concernés au fait que la connaissance d'une langue autochtone ancestrale est cruciale pour la survie de la langue, du savoir et de la culture autochtones et qu'elle favorise par conséquent le bon développement psychologique de ceux qui l'acquièrent.

14. Les conditions créées par les politiques publiques dissuadent souvent les familles autochtones de parler une langue autochtone à la maison ou les enfants, de l'étudier à l'école. Le déclin de l'utilisation des langues autochtones dans la vie publique et dans la société contribue à alimenter l'idée qu'elles seront inutiles à l'avenir et que seul un maniement parfait et naturel de la langue dominante peut garantir de bonnes chances de réussite.

15. Selon le linguiste David Bradley, la première étape fondamentale dans la préservation et la renaissance des langues autochtones consiste à renforcer les attitudes positives à l'égard de leur utilisation au sein de la communauté, à faciliter et à accroître leur transmission dans la famille et la communauté, et à créer au sein de la communauté des ressources destinées à les valoriser³. Les établissements d'enseignement doivent faire partie de ce processus.

16. Bien que les lois et les politiques linguistiques de tous les pays mentionnés dans la présente étude protègent les langues autochtones et permettent leur utilisation dans le cadre éducatif ainsi que la promotion du multilinguisme dans l'éducation formelle, les pratiques observées dans le domaine public montrent que le monolinguisme dans la langue dominante, que ce soit l'anglais, l'espagnol ou le russe, est encouragé dans la plupart de ces pays.

17. L'éducation étant utilisée comme un moyen d'assimilation depuis plus d'un siècle, des générations entières d'autochtones ont grandi dans un contexte où il leur était déconseillé ou interdit de parler leur langue maternelle, sous peine, bien souvent, d'être punis par les enseignants. Bien que certains éléments suggèrent que ces pratiques ont diminué au cours des dernières décennies, il existe encore dans le monde entier des exemples d'écoles et d'établissements d'enseignement qui ne favorisent pas l'utilisation des langues autochtones et continuent à promouvoir l'assimilation.

18. Dans de nombreux cas, les parents ont le droit de décider si leur enfant va suivre ou non des cours de langue autochtone. Cependant, dans la pratique, étant donné que les langues autochtones sont souvent absentes de la vie publique quotidienne, le droit de les étudier reste souvent non revendiqué et, dans bien des cas, n'est pas appliqué en raison du manque de professeurs aptes à les enseigner.

III. Les langues autochtones en Amérique latine

19. L'Amérique latine compte 522 peuples autochtones et 420 langues différentes. Selon l'Atlas sociolinguistique des peuples autochtones d'Amérique latine⁴, cette région est celle qui englobe le plus grand nombre de familles linguistiques, à savoir

³ David Bradley, « Sociolinguistics of language endangerment », communication présentée au Forum linguistique de 2019 ayant pour thème les langues autochtones de Russie et du monde, Moscou, avril 2019.

⁴ Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Atlas Sociolingüístico de Pueblos Indígenas en América Latina* (Cochabamba, FUNPROEIB Andes, 2009).

99, contre 10 à 27 dans d'autres régions comme l'Afrique et l'Asie du Sud⁵. La famille linguistique la plus répandue en Amérique latine est l'arawak, qui est parlé de l'Amérique centrale à l'Amazonie et comprend plus de 40 langues. Parmi les 103 langues autochtones qui sont parlées dans plus d'un pays, le quechua, par exemple, est pratiqué en Argentine, en Bolivie (État plurinational de), au Brésil, au Chili, en Colombie, en Équateur et au Pérou. Une autre langue très répandue est le nahuatl, la langue des Aztèques, qui est l'une des plus étudiées et qui est encore parlée dans certaines régions du Mexique.

20. Cependant, malgré cette remarquable diversité linguistique, près d'un cinquième des peuples autochtones d'Amérique latine ont cessé de parler leur propre langue. Quelque 44 peuples parlent uniquement l'espagnol, et 55 le portugais.

21. Selon un article sur l'éducation des populations autochtones dans leur propre langue⁶ publié dans le journal *El País*, les facteurs qui contribuent le plus à la disparition des langues autochtones en Amérique latine sont les suivants :

- a) l'absence de transmission intergénérationnelle ;
- b) l'amoindrissement du rôle des traditions orales ;
- c) les contextes sociolinguistiques et leurs effets sur le langage ;
- d) les conflits politiques ;
- e) la dépendance à l'égard d'entités externes ;
- f) les asymétries politiques ;
- g) l'exclusion sociale ;
- h) la pauvreté ;
- i) l'absence de reconnaissance légale et factuelle des langues autochtones ;
- j) la manière dont l'éducation formelle est conçue et organisée.

22. Dans le cadre de ce qu'ils font pour inverser ce déclin, la plupart des États d'Amérique latine ont renforcé la promotion des langues autochtones aux niveaux éducatif, social et juridique, et certains, dont la Bolivie (État plurinational de) et le Pérou, les ont même déclarées langues officielles. En outre, la reconnaissance des langues autochtones a été intégrée à la plupart des constitutions d'Amérique latine sous une forme ou une autre, notamment dans les règlements et les textes d'application de lois.

A. Les langues autochtones dans le système scolaire

23. Bien que la promotion et la diffusion des langues autochtones soient souvent prises en compte dans la législation en Amérique latine et dans les Caraïbes, leur présence quotidienne dans les lieux d'éducation formelle en tant que langues d'enseignement est encore loin de devenir une réalité.

24. Dans son rapport intitulé « Indigenous Latin America in the twenty-first century: the first decade »⁷, le Groupe de la Banque mondiale indique que, de 2000 à 2010, le pourcentage d'enfants scolarisés parmi la population autochtone âgée de 6 à 11 ans est passé de 73 % à 83 % au Brésil, de 87 % à 96 % en Équateur, de 78 % à 92 % au

⁵ Voir Casa de América, « Lenguas indígenas: el corazón de América Latina ».

⁶ Voir Marjorie Delgado, « Educar a los indígenas en su propia lengua », *El País*, 9 août 2009.

⁷ Groupe de la Banque mondiale, *Indigenous Latin America in the Twenty-First Century: The First Decade* (Washington, 2015).

Panama et de 85 % à 93 % au Pérou, selon les résultats des deux derniers recensements effectués dans chacun de ces pays. Cependant, un fossé subsiste entre les enfants autochtones et non autochtones. L'écart est supérieur dans les pays dont les populations autochtones sont moins nombreuses, plus diverses et plus dispersées, comme le Brésil, la Colombie, le Costa Rica et le Venezuela (République bolivarienne du), probablement parce qu'il est difficile d'atteindre des communautés autochtones qui se comptent par centaines (sachant qu'on en recense au moins 382 dans ces quatre pays seulement). Toutefois, dans des pays comme l'Équateur, le Mexique et le Pérou, le pourcentage d'enfants autochtones qui sont scolarisés est comparable à celui des enfants non autochtones, en particulier dans l'enseignement primaire.

25. Bien que les filles et les garçons autochtones soient plus nombreux à fréquenter l'école primaire, cela ne signifie pas qu'ils reçoivent un enseignement dans leur propre langue, puisque l'espagnol continue de prédominer comme langue officielle d'enseignement dans les pays hispanophones (de même que le portugais, dans le cas du Brésil). Malgré les tentatives qui ont été faites pour mettre en place des modèles d'éducation bilingue ou interculturelle en Amérique latine depuis les années 1990, les écoles ne sont pas devenues le lieu dans lequel les langues et les cultures autochtones sont renforcées ; au contraire, les langues autochtones ne servent que de passerelles pour l'apprentissage de la langue dominante.

26. Bien qu'il existe un large éventail de lois et de règlements protégeant les langues et les cultures autochtones et que l'importance d'intégrer des stratégies d'éducation interculturelle bilingue dans les écoles soit amplement reconnue, moins de 31,9 % des autochtones vivant dans les pays pris en compte dans l'étude de la Banque mondiale continuaient à parler une langue autochtone à la fin du cycle de l'enseignement primaire, et ils n'étaient plus que 5,3 % à la fin du cycle secondaire. Qui plus est, il y a peu de chances d'inverser cette tendance en faisant appel à des professionnels autochtones pour la conception et la mise en service de nouveaux programmes scolaires, puisque moins de 2 % des autochtones qui obtiennent un diplôme universitaire parlent leur propre langue maternelle⁸.

27. Sur la base des entretiens menés auprès d'enseignants autochtones, les raisons pour lesquelles l'enseignement des langues autochtones à l'école n'est pas efficace sont les suivantes :

- a) Manque d'intérêt des États pour ce qui est d'élaborer des politiques et des lois concernant l'éducation et d'allouer des ressources adéquates en faveur des langues autochtones ;
- b) Petit nombre d'écoles autochtones ou bilingues ;
- c) Manque d'enseignants formés à l'enseignement des langues autochtones ;
- d) Absence de structures éducatives destinées à la formation d'enseignants spécialisés dans l'enseignement des langues autochtones ;
- e) Semilinguisme des enseignants dans les établissements d'enseignement en langue autochtone (lorsqu'ils ne maîtrisent pas leur langue d'origine, dont ils ont une connaissance rudimentaire parce qu'ils ont été contraints d'en interrompre l'apprentissage au cours de leur scolarité, ni l'espagnol parce qu'ils l'ont appris auprès d'enseignants qui ne le parlaient pas couramment) ;
- f) Isolement linguistique des enseignants (lorsqu'ils sont affectés à des zones où l'on parle une autre langue autochtone que la leur) ;
- g) Manque de méthodologies pour l'enseignement des langues autochtones ;

⁸ Ibid.

- h) Manque de matériel pédagogique adéquat dans chaque langue autochtone.

B. Conclusions concernant les langues autochtones en Amérique latine

28. Il existe un cadre normatif international qui établit le droit des peuples autochtones à recevoir un enseignement dans leur propre langue et qui vise à garantir ce droit. Cependant, il n'est pas appliqué, principalement parce que le racisme et la discrimination continuent de prévaloir dans divers États d'Amérique latine, comme en témoigne l'absence de politiques publiques et de ressources budgétaires consacrées à l'enseignement en langues autochtones dans le système éducatif formel.

IV. Les langues autochtones en Afrique australe

29. L'éducation est un outil puissant qui permet de donner du pouvoir à une communauté donnée et la possibilité à ses membres d'être acteurs de leur propre évolution. Les peuples autochtones de tous horizons ont donc besoin de cet outil pour savoir quels sont leurs droits et leurs besoins dans les domaines économiques, sociaux et culturels et dans d'autres domaines. Cet objectif ne peut être atteint que si les langues autochtones sont prises en compte dans la formulation des politiques et de la législation en matière d'éducation. En Afrique australe, notamment en Namibie, les communautés autochtones ont expliqué, lors de diverses consultations, que le développement de leurs langues autochtones et leur inclusion dans l'enseignement formel devaient être considérés par le Gouvernement comme une question prioritaire en matière d'éducation nationale⁹. Les membres des communautés autochtones, en particulier les jeunes, soulignent régulièrement qu'il est important qu'ils aient accès à leurs langues autochtones dans les systèmes d'éducation formelle. Cela est essentiel, d'une part, pour lutter contre la marginalisation actuelle des peuples autochtones et d'autre part, pour que ces personnes aient la possibilité d'être davantage maîtres de ce qui les concerne directement.

30. La Namibie et l'Afrique du Sud ont, à l'égard des langues d'enseignement, des politiques qui comptent parmi les plus progressistes et les plus inclusives, non seulement d'Afrique australe, mais de toute l'Afrique. Cependant, leurs politiques et leurs textes législatifs en matière d'éducation ne se traduisent pas par la mise à disposition d'établissements d'enseignement dignes de ce nom ni par l'inclusion des langues autochtones dans l'éducation formelle ou l'accès à une éducation de qualité. Des facteurs tels que l'absence d'éducation en langue maternelle autochtone au sein des établissements d'enseignement formel contribuent sensiblement à engendrer de faibles taux de fréquentation scolaire, ce qui constitue un obstacle majeur à l'amélioration de la situation économique des communautés autochtones et à l'obtention d'un statut social et politique égal à celui d'autres communautés nationales dominantes.

⁹ Voir Maarit Thiem et Jennifer Hays, « Education », in *Scraping the Pot: San in Namibia Two Decades after Independence* (Windhoek, Land, Environment and Development Project of the Legal Assistance Centre and Desert Research Foundation of Namibia, 2014).

A. Législation nationale sur l'éducation formelle et politique linguistique

Namibie

31. Certains des grands problèmes que rencontrent les communautés autochtones san de Namibie et d'autres pays d'Afrique australe en matière d'accès à l'éducation trouvent leur origine dans l'histoire coloniale commune de ces pays. L'administration coloniale du territoire du Sud-Ouest africain (aujourd'hui la Namibie) a répandu l'idée que l'introduction des langues autochtones san dans l'enseignement formel serait un gaspillage de ressources, étant donné que leurs locuteurs étaient traditionnellement des chasseurs-cueilleurs. En conséquence, très peu d'écoles ont été construites dans les zones où vivaient ces communautés, et rien ou presque n'a été fait pour encourager leurs enfants à acquérir une éducation formelle et, a fortiori, pour enseigner leurs langues dans les écoles. En outre, l'éducation des communautés autochtones est restée moins prioritaire que celle des autres groupes ethniques. Cet héritage historique est encore évident aujourd'hui, car le niveau d'instruction des San âgés est généralement très faible, la majorité d'entre eux ne sachant ni lire ni écrire.

32. Après avoir quitté le régime colonial et accédé à l'indépendance, de nombreux nouveaux pays d'Afrique ont mis en place des systèmes éducatifs visant à supprimer la ségrégation raciale en offrant à toutes les personnes le même niveau d'éducation. En Namibie, par exemple, le droit à l'éducation est garanti et défini à l'article 20 de la Constitution, qui dispose également que l'enseignement primaire doit être obligatoire et que l'État doit fournir des moyens permettant raisonnablement de garantir ce droit à chaque citoyen ou citoyenne de Namibie. En outre, les droits culturels des personnes sont garantis à l'article 9 et le droit d'utiliser une langue autre que l'anglais comme moyen d'enseignement est garanti à l'article 3.

33. Tous les droits constitutionnels susmentionnés ont jeté les bases d'une série de politiques nationales visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation. Toutefois, cet objectif est encore une réalité lointaine pour les peuples autochtones, dont les langues ne sont pas suffisamment développées pour être employées dans les systèmes d'éducation formels et continuent de ne pas être documentées, ce qui constitue une menace pour la pérennité de ces langues et de ces cultures.

34. La politique linguistique concernant les écoles de Namibie, élaborée par le Ministère de l'éducation de base, des sports et de la culture, adoptée en 1991 et révisée en 2003¹⁰, reste difficile à appliquer. Elle prévoit que l'enseignement est dispensé aux élèves dans leur langue maternelle pendant les trois premières années d'éducation formelle, puis en anglais pendant les années restantes, la langue maternelle devenant alors une matière du programme scolaire. Le texte reconnaît l'importance des langues minoritaires et le bien-fondé pédagogique de l'enseignement en langue maternelle. De même, il reconnaît l'égalité de toutes les langues nationales, indépendamment du nombre de locuteurs ou du niveau de développement de la langue, et dispose que la langue est un moyen de transmettre la culture et l'identité culturelle¹¹. Cependant, seule l'une des six langues autochtones san de Namibie, le jul'hoan, a fait l'objet d'aménagements au moins partiels. Selon les autorités, cela est dû au fait qu'il n'y a pas de ressources inscrites au budget pour le développement des langues autochtones san, alors que d'autres langues ont été pleinement intégrées dans le système éducatif formel jusqu'au niveau universitaire.

¹⁰ Namibie, Ministère de l'éducation de base, des sports et de la culture, *The Language Policy for Schools in Namibia* (Windhoek, 2003).

¹¹ Ibid.

Afrique du Sud

35. L'Afrique du Sud, qui partage avec la Namibie non seulement une frontière, mais aussi l'expérience du régime d'apartheid, a sans doute la politique linguistique la plus libérale et la plus progressiste d'Afrique. Adoptée par le pays lors de son accession à l'indépendance en 1994 et intégrée à sa Constitution de 1996, cette politique est celle du multilinguisme officiel : elle accorde un statut officiel à 11 de ses quelque 25 langues, dont l'afrikaans, l'anglais et le khoisan. Malgré ces principes progressistes, l'anglais est devenu de plus en plus prédominant par rapport à l'afrikaans et aux langues autochtones, dans la société en général et dans les institutions du pays, notamment dans les domaines de l'enseignement et des médias. Il y a donc un décalage entre la politique, qui promeut le multilinguisme, et les pratiques observées. Alors que la politique linguistique encourage le multilinguisme dans l'éducation formelle, les pratiques en vigueur dans la plupart des domaines publics montrent une tendance au monolingue en anglais.

36. En résumé, ces deux exemples d'Afrique australe montrent que, s'il est indiscutable que les politiques linguistiques diffèrent d'un pays à l'autre, il existe en la matière et dans les mesures correspondantes certaines problématiques et tendances communes à ces États et à la plupart des autres États d'Afrique australe et d'Amérique latine. L'une de ces tendances est l'héritage et le maintien de politiques linguistiques coloniales, comme dans le cas de la Namibie. Parmi les problématiques communes, il y a aussi la stratification et l'inégalité linguistiques, comme on l'observe en Afrique du Sud entre les 11 langues officielles et d'autres langues autochtones telles que les langues san, qui ont pratiquement disparu et n'ont pas été intégrées dans l'éducation formelle. Par ailleurs, en Afrique du Sud, la stratification s'opère à différents niveaux en ce qui concerne les 11 langues officielles : d'une part, entre elles et, d'autre part, avec les langues qui n'ont pas de statut officiel, comme les langues autochtones san. Ainsi, même dans les pays ayant adopté des politiques linguistiques progressistes, des écarts flagrants entre celles-ci et les pratiques observées mènent à une stratification des langues et à des politiques officielles favorisant le monolingue. Alors que les politiques linguistiques en vigueur en Afrique australe résultent généralement d'un maintien du statu quo, toute mesure prise en la matière dans ces États a généralement été instaurée sur le moment, en ce sens qu'elle a été largement déclarée, plutôt que proposée et débattue, et a été en grande partie conditionnée par l'environnement sociopolitique.

B. Conclusions concernant les langues autochtones en Afrique australe

37. Le niveau d'instruction généralement faible des populations autochtones san dans les pays d'Afrique australe a de graves répercussions sur leur situation économique. Ne se trouvant pas en position de force sur le marché du travail formel, ces personnes sont fortement dépendantes d'emplois subalternes. De ce fait, leur faible niveau d'instruction accentue leur grande vulnérabilité. Les membres de la communauté san continuent à rencontrer des difficultés pour ce qui est d'accéder à des informations, de s'occuper de papiers officiels et d'acquérir les compétences, les capacités et l'assurance nécessaires pour obtenir d'autres droits, ce qui crée un cercle vicieux auxquels peu d'entre eux peuvent se soustraire. Il est donc primordial de faciliter l'accès à l'éducation et de renforcer la qualité de l'enseignement afin d'améliorer la situation de la population autochtone san, non seulement sur le plan économique, mais aussi en ce qui concerne ses moyens d'action.

V. Les langues autochtones en Europe de l'Est et dans la Fédération de Russie

A. Les langues autochtones en Lettonie

38. Le live est une langue autochtone de Lettonie qui n'est pas utilisée dans le système éducatif formel, car les familles lives sont très peu nombreuses et vivent dispersées dans tout le pays¹². À l'ère soviétique, la transmission naturelle du live a été interrompue, mais depuis les années 1980, la langue live revit. Aujourd'hui, elle est utilisée dans certaines familles comme deuxième langue. Il existe des cours d'été pour les enfants d'origine live et on trouve sur les médias sociaux des groupes consacrés à l'apprentissage et à la pratique du live. Depuis 2018, l'Institut live de l'Université de Lettonie organise des recherches, des programmes linguistiques et des cours de langue et de culture lives¹³.

B. Les langues autochtones dans la Fédération de Russie

Cadre général

39. Plus de 100 langues autochtones sont parlées dans la Fédération de Russie¹⁴. Leur nombre exact dépend toutefois de la manière dont on définit respectivement une langue et un dialecte. Par exemple, auparavant assimilé à une langue unique, le carélien est souvent considéré aujourd'hui comme englobant trois, voire quatre, langues très proches les unes des autres. D'après les données fournies par le Centre d'analyse politique et de sécurité de l'information, sur les 277 langues et dialectes parlés dans le pays, 89 (32 %) sont utilisés dans le système éducatif, dont 30 (10,8 %) comme moyen d'enseignement et 59 (21,3 %) comme matière dans le cadre d'un enseignement russophone. Selon l'Institut de linguistique de l'Académie des sciences de Russie, la Fédération de Russie compte 152 langues autochtones en usage. La Fondation pour la préservation et l'étude des langues autochtones des peuples de la Fédération de Russie en recense 138¹⁵.

40. Les peuples autochtones comptant moins de 50 000 membres figurent depuis 2000 sur la liste commune des peuples autochtones mineurs de Russie, qui a été mise à jour à plusieurs reprises. Cette liste recense actuellement 40 groupes de peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient de la Fédération de Russie et 7 groupes résidant dans d'autres parties du pays. En outre, le Daghestan a dressé sa propre liste de peuples autochtones, qui répertorie les groupes comptant plus de 50 000 personnes. La Fédération de Russie applique des cadres juridiques et institutionnels différents aux peuples autochtones selon qu'ils comptent plus ou moins de personnes¹⁶.

41. Au cours du XX^e siècle, plusieurs langues, dont l'itelmène méridional, l'itelmène septentrional, le kamass, le soyot, le sirenik yupik et le yugh, se sont éteintes dans la Fédération de Russie. Plus récemment, au XXI^e siècle, le sâme d'Akkala, le kerek, l'oroch et l'aléoute de l'île de Béring ont également disparu. Plusieurs autres, parmi lesquelles le votic, l'itelmène (occidental), le néguidal et

¹² En 2011, on recensait en Lettonie 250 personnes qui se réclamaient de l'ethnie live.

¹³ Voir <http://www.livones.net/lili/en>.

¹⁴ Voir <https://minlang.iling-ran.ru/langs>.

¹⁵ Voir <https://родныеязыки.рф/>.

¹⁶ Konstantin Zamyatin, « Indigenous peoples and education in the Russian Federation » in *State of the World's Indigenous Peoples: Education*, vol. 3 (publication des Nations Unies destinée à la vente, 2017), p. 200.

l'alutor, sont en voie d'extinction et ne comptent plus qu'une poignée de locuteurs âgés. Sous l'effet de politiques linguistiques consistant notamment à imposer le russe, langue dominante, comme moyen de communication dans les nombreux internats, cette langue a pris le dessus dans l'usage quotidien, ce qui a perturbé la transmission des autres langues, des valeurs et des pratiques culturelles.

42. Le paragraphe 2 de l'article 26 de la Constitution russe prévoit que chacun a le droit d'utiliser sa langue maternelle et de choisir librement sa langue de communication, d'éducation, d'enseignement et de création. Le paragraphe 2 de l'article 19 dispose que l'État garantit l'égalité des droits et des libertés de l'homme et du citoyen indépendamment de la langue, et le paragraphe 3 de l'article 68, que la Fédération de Russie garantit à tous ses peuples le droit de conserver leur langue maternelle et l'établissement de conditions permettant son étude et son développement. Cependant, dans la pratique, l'exercice de ces droits n'est pas toujours possible.

43. La Fédération de Russie compte 85 sujets fédéraux : 22 républiques, 9 territoires, 46 régions, 3 villes fédérales, 1 région autonome et 4 districts autonomes. Disposant d'un statut spécial, les républiques ont le droit d'instaurer leur propre langue officielle, qui, dans certains cas, peut être utilisée au même titre que le russe. À ce jour, 21 républiques ont officialisé une langue nationale, la Carélie étant la seule à ne pas exercer ce droit¹⁷.

44. Depuis 2012, l'enseignement de la langue russe est obligatoire dans tous les établissements préscolaires. En 2018, la Fédération de Russie a adopté une loi fédérale sur l'enseignement des langues autochtones dans les écoles, qui limitait le temps hebdomadaire pouvant être consacré aux langues minoritaires pendant les heures de classe. En outre, cette loi a rendu facultatif l'enseignement de toutes les langues, à l'exception du russe. L'accueil de la population a été mitigé, les habitants des républiques ethniques autonomes considérant que la volonté de l'État de promouvoir l'identité russe constituait une menace pour leur propre identité¹⁸. Parmi les universitaires, des représentants des peuples autochtones ont émis des critiques et, pour certains, ont réagi de manière extrême. Par exemple, le 10 septembre 2019, le sociologue d'origine oudmourte Albert Razin s'est immolé pour protester contre la nouvelle loi relative aux langues.

45. Après l'adoption de la nouvelle loi, les personnes qui souhaitaient étudier leur langue maternelle ont rencontré davantage d'obstacles. À ce jour, toutes les républiques de la Fédération de Russie, à l'exception du Tatarstan, offrent moins de possibilités d'étudier ces langues que ne le permet même cette loi rétrograde¹⁹.

46. En 2018, la Fondation pour la préservation et l'étude des langues autochtones des peuples de la Fédération de Russie a été créée.

République des Komis

47. Au cours de l'année scolaire 1994/95, le komi était étudié par 17 568 élèves en tant que langue maternelle et par 10 797 autres en tant que langue officielle, soit au total par 16,6 % des écoliers de la république. Au cours de l'année scolaire 1999-2000, ils étaient 16 926 à l'étudier en tant que langue maternelle, et 21 224, en tant

¹⁷ Szymon Jankiewicz et Nadezhda Knyaginina, « The language of the republic at school: who decides? », document de travail du programme de recherche fondamentale, WP BRP 83/LAW/2018 (Université nationale de recherche, École supérieure d'économie, 2018).

¹⁸ Ben Ramos, « The battle over language policy in Russia and former Soviet Republics », *World Mind*, numéro 5.2, 4 décembre 2021.

¹⁹ Paul Goble, « Non-Russian languages being pushed out of schools in five middle Volga republics », *Fenno-Ugria*, 18 septembre 2019.

que langue officielle ; ces effectifs représentaient 20,2 % de l'ensemble des 169 000 écoliers de la république, mais plus de la moitié (environ 52 %) des enfants komi étudiaient le komi comme matière²⁰.

48. La loi komi sur l'éducation a été adoptée en octobre 2006. Un mois plus tard, un article réglementant les aspects linguistiques y a été ajouté. L'alinéa 1 de l'article 1 a notamment rétabli l'enseignement obligatoire du komi et du russe comme langues officielles dans tous les établissements d'enseignement. Depuis 2011, tous les élèves des écoles publiques de la république doivent apprendre la langue komi. En 2017, cette mesure a été annulée en raison de la nouvelle loi fédérale qui a rendu facultatif l'enseignement de toutes les langues autres que le russe. Depuis le 1^{er} septembre 2018, l'étude des langues autochtones dans les écoles publiques est optionnelle et nécessite le consentement des parents ou du tuteur légal de chaque élève. Les écoles dans lesquelles l'enseignement était dispensé en langue komi l'ont remplacée par le russe dans les années 1960, de sorte que de nos jours la langue komi n'est enseignée que comme matière. Il existe deux approches, selon que la langue est considérée comme maternelle ou officielle (au sens de langue étrangère). Bien que le komi soit enseigné à tous les niveaux d'éducation (de l'école maternelle à l'université et aux établissements d'enseignement professionnel), la qualité de son enseignement est souvent médiocre. Aujourd'hui, il existe deux programmes au niveau préscolaire : l'un pour les enfants issus de familles utilisant le komi, l'autre pour ceux qui ne parlent pas cette langue.

49. Au cours de l'année scolaire 2019/20, 12 % des élèves des écoles maternelles, soit environ 7 000 enfants, ont étudié le komi ; en 2017, on en comptait 8 655. Selon un sondage réalisé en 2020 auprès de parents komi d'enfants d'âge préscolaire à Syktyvkar, la capitale de la république des Komis, seuls 52,7 % des parents comprenaient le komi et 22,1 % le parlaient. Parmi leurs enfants, seuls 41,4 % le comprenaient et 4,3 % à peine le parlaient. Par ailleurs, 32 % des parents se sont désignés comme étant komi, mais seulement 13 % ont déclaré que leurs enfants l'étaient.

Tatarstan

50. En 2010, les autochtones tatars (2 012 571 personnes) représentaient 53,2 % de la population totale du Tatarstan. Une majorité de Tatars, ainsi que certains Russes dans les écoles du Tatarstan, ont choisi d'étudier la langue tatare en tant que matière facultative, qui est souvent intégrée dans leur emploi du temps. Depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale de 2018 sur l'enseignement des langues autochtones à l'école, le nombre de cours a nettement diminué. Par exemple, près de 100 % des écoliers du Tatarstan ont étudié la langue tatare durant l'année scolaire 2017/18, contre seulement 68 % en 2018/19. Le nombre de cours de langue tatare au programme sur une période de 11 ans a chuté, passant de 960 à 685²¹. Le niveau d'enseignement des langues autochtones dans certaines écoles du Tatarstan est relativement bon, comparé à celui d'autres républiques, mais même dans la plupart des écoles situées en milieu urbain, il reste insuffisant pour garantir la pratique de la langue en dehors du cercle familial²².

²⁰ Konstantin Zamyatin, « Les langues finno-ougriennes de Russie dans le système d'éducation : changement du cadre juridique et institutionnel et recul de l'accès à l'apprentissage des langues maternelles », *Études finno-ougriennes*, vol. 44 (2012).

²¹ Voir l'article sur l'enseignement des langues autochtones dans les écoles du Tatarstan (« Изучение родных языков в школах Татарстана »), disponible à l'adresse suivante : https://idilile.blogspot.com/p/blog-page_67.html.

²² Paul Goble, « Non-Russian languages being pushed out of schools in five middle Volga republics » (voir note 19 ci-dessus).

République de Mari El

51. Dans la république de Mari El, où les autochtones mari (290 863 personnes) représentaient 41,7 % de la population totale en 2010, on ne comptait plus que 7 775 élèves, soit 10,5 % des enfants scolarisés, ayant indiqué la langue mari comme leur langue maternelle et ayant choisi de l'étudier en tant que matière au cours de l'année scolaire 2018/19, alors qu'ils étaient 17,6 % en 2011/12. La langue mari est étudiée de manière facultative dans certaines écoles, dans le cadre d'un cours qui aborde l'histoire et la culture des peuples mari et les bases de leur langue. Dans la plupart des écoles, le cours proposé porte sur l'histoire et la culture de ces peuples, mais pas sur l'étude de la langue mari. Dans les centres régionaux, qui représentent environ 50 % des élèves inscrits, l'étude des langues nationales est réduite à sa plus simple expression ou inexistante. Dans les villes, les langues nationales sont à peine étudiées en tant que langues maternelles²³.

52. Des écoles multilingues ont été créées ou sont en projet au Bachkortostan, qui compte la plus grande population mari vivant en dehors de la république de Mari El. En plus du russe et de l'anglais, une troisième langue, à savoir le bachkir, le tatar ou le mari, est utilisée pour enseigner certaines matières. D'après le recensement de 2010, la population mari du Bachkortostan comptait 103 658 personnes. En 2021, 4 500 écoliers, répartis dans 103 écoles, ont étudié la langue mari²⁴. Compte tenu du nombre d'écoliers que compte la république de Mari El, où le mari est une langue officielle, la situation dans la république est bien pire que celle de la diaspora du Bachkortostan, où 4,34 % de la population mari étudie le mari comme langue maternelle (contre 2,67 % de la population mari vivant en république de Mari El).

53. La plus grande menace envers la population mari ne tient pas aux attaques directes consistant à rendre facultative l'étude de sa langue, mais plutôt à l'action entreprise par les législateurs russes afin que cette langue devienne « inutile » pour ses locuteurs²⁵.

Autres républiques de la Fédération de Russie

54. La situation est similaire, voire pire, dans la plupart des autres républiques de la Fédération de Russie. En 2014, seulement un dixième des enfants faisant partie d'une ethnie non russe ont étudié dans leur langue maternelle. L'enseignement en langues non russes n'existe de manière structurée que dans les républiques, principalement dans les écoles rurales des républiques du Bachkortostan, de Kalmoukie, de Sakha (Iakoutie), du Tatarstan, de Touva et, dans une moindre mesure, dans les écoles urbaines²⁶. Par exemple, en 2019, 523 écoliers caréliens ont étudié la langue carélienne en tant que matière scolaire, ce qui représentait 0,7 % de tous les écoliers de la république²⁷. Le manque d'enseignement en langue maternelle entraîne l'aliénation culturelle, l'abandon de la langue, la russification, la dévalorisation de soi et, à terme, l'extinction de la langue.

55. Selon les études menées par Vyacheslav Shadrin, chercheur à l'Institut pour la recherche littéraire et l'étude des peuples autochtones du Nord, antenne sibérienne de

²³ Voir https://idelile.blogspot.com/p/blog-page_9.html.

²⁴ Voir <https://mariuver.com/2021/09/27/bashk-uglub-mari/>.

²⁵ Paul Goble, « Kremlin's strategy for non-Russians: make their languages and then their speakers unnecessary », MariUver, 22 février 2019.

²⁶ A. L. Arefiev, « Languages of indigenous minorities of the North, Siberia and the Far East in the education system: past and present », Centre de marketing et de prévisions de tendances sociales, 2014, pp. 110-113.

²⁷ Daria Khanolainen, Yulia Nesterova et Elena Semenova, « Indigenous education in Russia: opportunities for healing and revival of the Mari and Karelian indigenous groups? », *Compare: A Journal of Comparative and International Education* (20 octobre 2020).

l'Académie des sciences de Russie pour les régions arctiques de la Fédération de Russie, « les langues des peuples autochtones sont en voie d'extinction. Par ailleurs, l'enseignement des connaissances traditionnelles autochtones dans le système éducatif ne fait pas l'objet d'une approche unifiée. Pour l'instant, malheureusement, l'enseignement en langues maternelles est inexistant. À quelque niveau que ce soit, même à la maternelle et à l'école primaire. »²⁸.

Le peuple Seto

56. Le seto est une langue qui est parlée par les populations seto de confession orthodoxe, dans la zone frontalière de l'Estonie et de la Fédération de Russie. Cette langue est proche de l'estonien, dont elle est considérée comme un dialecte. Environ 12 000 personnes parlent le seto en Estonie ; mais dans la région frontalière de Pskov, dans la Fédération de Russie, il reste très peu de locuteurs, la population seto se réduisant à 123 personnes selon le recensement de 2011.

57. L'école d'enseignement en langue estonienne pour les enfants seto de Petseri (Petchory, ville ayant appartenu à l'Estonie de 1920 à 1945 mais qui, depuis, fait partie de la Fédération de Russie) a été supprimée en 2005. Aucun enseignement en langue seto n'est dispensé dans la Fédération de Russie²⁹.

58. Le seto n'est pas reconnu en Estonie comme une langue à part entière, mais plutôt comme une variante régionale de l'estonien ou un dialecte, et les enfants seto reçoivent un enseignement formel dans les collèges estoniens. En 2010, l'Institut seto a été créé afin de coordonner et de promouvoir la recherche sur le Setomaa et la culture seto, et un groupe d'enseignement en langue seto pour des élèves de maternelle a vu le jour à Värskä en 2021³⁰.

C. Conclusions concernant les langues autochtones en Europe de l'Est et dans la Fédération de Russie

59. Si le droit à l'éducation est pris en compte dans la législation russe, la question de l'exercice de ce droit demeure un sujet de préoccupation. Au cours des dix dernières années, les réformes en matière d'éducation ont renforcé le statut de la langue russe en tant que langue officielle. L'éducation est considérée comme l'outil central de la construction de l'identité nationale. La fermeture de petites écoles aux classes à niveaux multiples a réduit l'accès à l'éducation dans les régions et a eu une incidence sur l'utilisation des langues autochtones comme moyen d'enseignement³¹.

60. Par crainte que leurs enfants ne réussissent pas à l'école s'ils n'apprennent pas le russe comme première langue, les parents ont été moins enclins à leur transmettre la connaissance des langues autochtones. En raison de cette pratique, qui perdure aujourd'hui même, ces langues sont rapidement tombées dans l'oubli parmi les jeunes générations. La plupart des langues ayant un nombre réduit de locuteurs ne sont pas enseignées ni utilisées dans l'éducation préscolaire. La langue maternelle autochtone est enseignée en tant que matière facultative dans les classes primaires. Dans de nombreux cas, comme pour la langue ket, il n'y a plus de locuteurs parmi les enfants,

²⁸ Voir <https://roscongress.org/en/search/?q=the+education+system+for+indigenous+peoples+of+the+arctic>.

²⁹ https://родныеязыки.рф/?page_id=4890.

³⁰ <https://news.err.ee/1608151657/ak-first-ever-seto-language-kindergarten-due-to-open-in-fall>.

³¹ Konstantin Zamyatin « Indigenous peoples and education in the Russian Federation » (voir note 16 ci-dessus).

et même les personnes chargées d'enseigner les langues autochtones n'en ont qu'une connaissance sommaire, de sorte que leur enseignement est peu efficace³².

61. Certains ont affirmé que la récente loi adoptée par la Fédération de Russie avait pour objectif caché d'encourager l'abandon des langues autochtones et l'assimilation ethnique des populations non russes afin de favoriser la construction d'une identité nationale entièrement russe. L'éducation est considérée comme l'instrument clé de l'édification d'une nation. Les écoles des républiques, auxquelles il est reproché de promouvoir d'autres identités ethnorégionales en enseignant les langues, la littérature et l'histoire locales, sont vues comme des obstacles à la réalisation de cet objectif³³.

62. Les auteurs du présent rapport approuvent pleinement les recommandations suivantes du Forum linguistique qui s'est tenu en 2019 et qui avait pour thème les langues autochtones en Russie et dans le monde :

a) Inclure, dans les normes éducatives, des programmes rendant obligatoire l'étude des langues autochtones, y compris des langues officielles des républiques de la Fédération de Russie ;

b) Inclure, dans les normes éducatives, des programmes rendant obligatoire l'enseignement des langues autochtones (avec la condition que les enseignants travaillant avec des enfants soient des locuteurs d'origine) ;

c) Élaborer un programme national sur l'enseignement des langues minoritaires de la Fédération de Russie qui vise à simplifier et accélérer la révision des manuels spécialisés par des experts et à réduire le coût de ces ouvrages, ainsi qu'à créer des contenus pertinents et à utiliser des outils informatiques modernes ;

d) Introduire la possibilité d'un examen unifié à l'échelle nationale sur la matière « langue autochtone »³⁴.

V. Recommandations générales

63. Les recommandations générales sont les suivantes :

a) Les États Membres et les organismes concernés devraient faire davantage pour la modernisation de l'éducation des peuples autochtones ;

b) De nombreuses langues autochtones ne sont pas assez développées pour être employées dans les systèmes éducatifs formels. Pour établir la terminologie nécessaire à l'enseignement formel dans une langue autochtone, un groupe de travail sur l'élaboration de plans d'action et le développement linguistique devrait être créé pour chaque langue et bénéficier d'un financement de la part des États concernés ;

c) Les États Membres devraient fournir des données désagrégées sur le nombre d'élèves fréquentant les petites écoles aux classes à niveaux multiples ou les écoles nomades et les internats dans l'ensemble des régions. Ces écoles offrent la possibilité aux enfants de rester dans leur communauté et d'être scolarisés sur place, et le recours aux internats pour les enfants autochtones nomades devrait être réduit au minimum ;

³² Voir <https://minlang.site/lang/ketskiy>.

³³ Konstantin Zamyatin, « A Russian-Speaking nation? The promotion of the Russian language and its significance for ongoing efforts at Russian nation-building », in *The Politics of Multilingualism: Europeanisation, Globalisation and Linguistic Governance*. F. Grin et P.A. Kraus (dir.) Amsterdam, John Benjamins, 2018, pp. 39-64.

³⁴ Voir https://iling-ran.ru/web/ru/conferences/2019_indigenous/resolution.

d) Les peuples autochtones doivent être encouragés à participer à la prise de décisions concernant l'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'éducation et d'enseignement ainsi qu'à l'administration des établissements scolaires, et doivent être admis à y prendre part. Les parents autochtones doivent être informés qu'ils ont le droit de demander l'inclusion des langues autochtones et d'autres matières ethnoculturelles ;

e) Il conviendrait de mieux informer les populations autochtones des possibilités qui s'offrent à elles d'apprendre leurs propres langues, et de les sensibiliser à la valeur du bilinguisme. Les autorités devraient veiller à ce que les réformes en matière d'éducation ne pénalisent pas l'enseignement à orientation ethnique et ne réduisent pas le nombre de petites écoles aux classes à niveaux multiples qui accueillent des élèves autochtones ;

f) Les États Membres devraient apporter leur soutien aux mesures à prendre pour que l'interculturalité soit prise en compte dans les programmes scolaires et pour que la langue de la région ou de l'endroit où l'école est située soit enseignée à l'école. De même, ils devraient assurer la desserte numérique des régions autochtones afin que la population d'âge scolaire ait accès à l'éducation en cas d'impossibilité de se rendre à l'école ;

g) Les États Membres devraient instaurer les conditions nécessaires pour que tous les enseignants chargés d'assurer une éducation de base dans les zones où vivent des communautés autochtones maîtrisent la langue locale et enseignent dans cette langue. De même, les ressources et les mesures nécessaires devraient être allouées à la formation de professeurs spécialisés dans l'enseignement des langues autochtones ;

h) Les États devraient favoriser l'enseignement et la pratique des langues autochtones minoritaires dans les jardins d'enfants et les écoles des villes et des zones urbaines ;

i) Le cadre législatif devrait permettre l'utilisation de toutes les méthodes relatives aux foyers de revitalisation linguistique pour les langues autochtones et ces foyers devraient être intégrés au cadre éducatif général ;

j) Les variantes dialectales devraient être autorisées en milieu scolaire car une standardisation excessive peut nuire à la préservation des langues en danger et à l'écologie linguistique.